



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-temple

Savigny-le-temple, le **26 JUIN 2024**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LOGICOR 1**

134 boulevard Haussman  
75008 Paris

Références : E24 - 1371  
Code AIOT : 0006512641

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement LOGICOR 1 implanté ZAE de la Barogne 5 rue de la Fontaine des Bries 77230 Moussy-le-Neuf. L'inspection a été annoncée le 15/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le 6 mai 2024, la société Logicor a informé l'administration de la mise en service du bâtiment C depuis le 24 avril 2024. Cette visite d'inspection s'est donc concentrée sur la réalisation du récolement ICPE de ce bâtiment.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOGICOR 1
- ZAE de la Barogne 5 rue de la Fontaine des Bries 77230 Moussy-le-Neuf
- Code AIOT : 0006512641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Logikor, bâtiment C, est un entrepôt logistique occupé par les locataires Dasher et DSV. Il dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploité n°2022-40/DCSE/BPE/lc du 14 septembre 2022. Il est classé à autorisation au titre de la rubrique 1510, à enregistrement au titre de la rubrique 4331 et à déclaration au titre des rubriques 2910 et 2925.

### Contexte de l'inspection :

- Récolement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite l'exploitant a fait part d'un projet de reconversion d'un atelier de charge en zone de stockage de batteries de téléphone au lithium. Avant la réalisation de ce projet, l'étude de dangers et les plans du site devront être mis à jour et transmis à l'inspection des installations classées. Lors de la visite l'exploitant a montré la cellule objet de cette demande. Des racks y sont déjà installés.

L'inspection des installations classées a rappelé que cette modification notable des locaux doit faire l'objet d'un porter à connaissance avant mise en place de cette cellule.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 3.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
16	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
19	Organisation	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 3.2.1	Sans objet
4	Dispositions constructives et comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.1	Sans objet
5	Dispositions constructives et comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.1	Sans objet
6	Dispositions constructives et comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	feu		
7	Dispositions constructives et comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.1	Sans objet
8	Dispositions constructives et comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.1	Sans objet
9	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.3	Sans objet
10	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.3	Sans objet
11	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.3	Sans objet
12	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.3	Sans objet
13	Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.5	Sans objet
14	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.1	Sans objet
15	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.1	Sans objet
17	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.1	Sans objet
18	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bâtiment C est globalement conforme aux dispositions contrôlées lors de cette visite. Des justificatifs complémentaires sont attendus et des éléments doivent encore être mis en place. Par ailleurs, les modifications envisagées doivent faire l'objet d'un porter à connaissance.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination

européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O2, NOX et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère (5 points de rejets).

Le premier contrôle est effectué 4 mois au plus tard après la mise en service de l'installation, pour les rejets n°s 4 et 5.

Les résultats sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué dans son courrier du 6 mai 2024 avoir débuté l'activité du bâtiment C le 26 avril 2024. L'arrêté préfectoral prévoit donc que la première campagne de surveillance des émissions atmosphériques ait lieu avant le 26 août 2024.

Lors de la visite l'exploitant a rappelé que la période de chauffe n'étant pas débutée en août, la période des 4 mois ne sera pas propice à ce type de mesure. L'exploitant a indiqué avoir consulté des sociétés pour disposer de devis afin de réaliser ces mesures durant la période adaptée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est invité à informer l'inspection des installations classées de la date à laquelle seront réalisées ses mesures. Avant la date butoir prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation, il transmettra le devis validé afin de justifier de la contractualisation pour effectuer les mesures.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Points de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 3.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autorisation de raccordement et convention de déversement

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'autorisation de raccordement de la collectivité en charge de la collecte des eaux pluviales est à transmettre à la DDT avant le démarrage des travaux du bâtiment C.

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que l'exploitant de réseau lui a stipulé ne pas faire de convention de raccordement.

L'exploitant a transmis une attestation, produite par La société BEG INGENIERIE, Maître d'œuvre du bâtiment, qui confirme l'absence de demande de convention de rejet de la part de la Direction de l'Eau de l'Assainissement de la Communauté d'agglomération Roissy Pays de France. Ce malgré les demandes en date du 14 et du 20 juin 2023.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'attestation réalisée par la société B.E.G est insuffisante. Il convient de disposer d'un écrit de la part du gestionnaire du réseau, la Direction de l'Eau de l'Assainissement de la Communauté d'agglomération Roissy Pays de France, qui indique qu'il ne souhaite pas établir une convention de raccordement et qu'il accepte le raccordement de l'installation au réseau de gestion des eaux pluviales.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Points de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 3.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vanne de barrage

**Prescription contrôlée :**

[...]

Une vanne de barrage est implantée en amont du bassin d'orage de 4 500 m<sup>3</sup> situé entre les bâtiments B et C, pour les bâtiments A et B, et en amont du bassin d'orage de 3 690 m<sup>3</sup> situé à l'Ouest du bâtiment C, pour le bâtiment C (vanne située au sud-Ouest du bâtiment C). En cas d'incendie, ces vannes sont fermées afin de retenir les eaux d'extinction sur la dalle et dans les quais de l'établissement. Ses fermetures automatiques seront asservies au déclenchement de l'installation sprinkler.

**Constats :**

Les deux vannes ont bien été observées durant la visite du site. Celles-ci sont signalées par un panneau bien visible.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Dispositions constructives et comportement au feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions constructives – Local, sol, toiture

**Prescription contrôlée :**

La structure est stable au feu 1h.

Les toitures répondent aux exigences de la classe et de l'indice de résistance au feu T30/1 (Eurocode Broof(t3)).

Dans la cellule C1B (aérosols), un événement suffisamment dimensionné est mis en place en partie haute du mur formant un exutoire et limitant la surpression. L'ouverture de cet événement est assurée par un verrou dont la résistance sera dimensionnée de façon à céder avant la porte d'accès au local et l'issue de secours.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne doivent pas, lors d'un incendie, produire de gouttes enflammées. Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet d'optique sont interdits (effet lentille).

**Constats :**

Par courriel du 30 mai 2024, l'exploitant a transmis un document de la société B.E.G Ingénierie, Maître d'œuvre du projet, qui atteste de la stabilité R60 de la structure du bâtiment.

Par courriel du 12 juin 2024, l'exploitant a transmis une attestation datée du 11 juin 2024 et rédigée par la société Couvrest qui atteste du classement au feu de la toiture des bâtiments (entrepôt et local de charge).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Dispositions constructives et comportement au feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions constructives – Mur et planchers

**Prescription contrôlée :**

Des écrans thermiques sont présents le long des façades suivantes :

[...]

Ouest de la cellule C1A : écran thermique coupe-feu de degré 2h.

**Constats :**

Les écrans thermiques ont bien été observés lors de la visite du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Dispositions constructives et comportement au feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions constructives – Portes et fermetures

**Prescription contrôlée :**

Les portes de communication entre les cellules sont coupe-feu de degré 2h lorsque le mur séparatif est de degré coupe-feu 2h, et sont doublées lorsque le mur séparatif est de degré coupe-feu 4h. Elles sont à fermeture automatique, commandables de part et d'autre et asservies par des détecteurs autonomes déclencheurs sensibles aux gaz et aux fumées. La détection se fait à la fois au niveau des portes et de chaque côté. La fermeture des portes ne doit pas être gênée par des obstacles.

Les portes des cellules C1A et C1B sont maintenues fermées en dehors des heures d'exploitation.

La porte de la cellule C1B présente une résistance aux chocs suffisante pour contenir les effets balistiques des aérosols en cas d'incendie pendant une durée d'au moins 2h.

**Constats :**

Par courriel du 21 mai 2024, l'exploitant a transmis les fiches techniques des différents dispositifs de fermeture qui montre le caractère coupe-feu de ces derniers.

Par ailleurs, la visite a permis de vérifier la présence de portes coupe-feu doublées lorsque le mur séparatif est de degré coupe-feu 4h.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Dispositions constructives et comportement au feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositions constructives – Parois séparatives

**Prescription contrôlée :**

Les parois séparatives concernées doivent dépasser d'au moins 1 m la couverture au droit du franchissement.

Les ouvertures effectuées dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines, sont rebouchées afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.

Les cellules sont isolées entre elles 2 à 2 par un mur auto-stable coupe-feu de degré 2h, hormis les cellules accolées suivantes qui sont séparées par un mur coupe-feu 4h :

[...]

C1/C2/C3/C4.

La paroi de la cellule C1B présente une résistance aux chocs suffisante pour contenir les effets balistiques des aérosols en cas d'incendie pendant une durée d'au moins 2h.

**Constats :**

Par courriel du 30 mai 2024, l'exploitant a transmis une attestation concernant le caractère et le degré coupe-feu des parois séparatives de l'entrepôt. Ce document a été réalisé par son maître d'œuvre, la société B.E.G. Ingénierie.

Ce document atteste également que les parois dépassent de 1 m la couverture au droit du franchissement. Ce point a également pu être constaté visuellement lors de la visite d'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 8 : Dispositions constructives et comportement au feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude d'absence de ruine en chaîne
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Avant la mise en service du bâtiment C, l'exploitant réalise ou présente une étude technique prévue aux points 4 et 7 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé démontrant que les dispositions constructives des 3 bâtiments visent à ce que la ruine d'un élément (mur, toiture, poteaux, poutres, ...) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 21 mai 2024, l'exploitant a transmis l'étude de non ruine en chaîne du bâtiment C réalisée par la société Edifis Ingénierie et datée du 10 juillet 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Conception des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Organisation des stockages - Bâtiment C, hors cellules C1A et C1B
<b>Prescription contrôlée :</b>  Produits de grande consommation classables au titre des rubriques n°s 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663  9 500 t / cellule  Hauteur de stockage : en racks sur 6 niveaux maximum (sol + 5) pour une hauteur limitée à 11,68 m, et 8 m pour les polymères visés par la rubrique n° 2662, ou en masse pour une hauteur limitée à 8 m.  Zone de préparation de commande : 15 m de large (libre de racks) au niveau des quais de chargement et de déchargement, Stockage en masse sur 2 hauteurs de palette.
<b>Constats :</b>  Le site ayant démarré son exploitation récemment, toutes les cellules n'étaient pas occupées.  Cependant les dispositifs de racks étant installés, l'inspection des installations classées a pu constater que l'exploitant a bien prévu 6 niveaux maximum (5 niveaux en plus du sol).

La zone de préparation de commande semble également respecter la largeur de 15 m (libre de racks) prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation au niveau des quais de chargement et de déchargement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Conception des installations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Organisation des stockages - Bâtiment C, cellule C1A

**Prescription contrôlée :**

Liquides inflammables et produits de grande consommation classables au titre des rubriques n°s 1510, 1530, 1532, 2662 et 2663

366 t de liquides inflammables

Cellule divisée en zones de collectes inférieures ou égales à 500 m<sup>2</sup>

Hauteur de stockage : 5 m pour les liquides inflammables, en rack ou en masse.

La surface au sol des îlots est limitée à 500 m<sup>2</sup> en cas de stockage en masse ; la distance entre 2 îlots est a minima de 2 m.

Les stocks sont éloignés des parois de 1 m pour du stockage en masse, et de 0,3 m pour des stockages en rack.

Au-dessus, des palettes de marchandises combustibles courantes peuvent être stockées jusqu'à 11,68 m.

Chaque zone de collecte est équipée de dispositifs de collecte, reliés à une rétention déportée enterrée commune totale de 1 310 m<sup>3</sup>, correspondant au volume nécessaire pour la rétention des liquides inflammables (366 m<sup>3</sup>) associé au volume nécessaire à l'extinction de l'incendie (944 m<sup>3</sup>)

**Constats :**

L'exploitation de cette cellule n'a pas encore débuté aussi ce point sera vérifié lors d'une prochaine visite d'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Conception des installations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Organisation des stockages - Bâtiment C, cellule C1B

**Prescription contrôlée :**

Aérosols : 100 t

Longueur de stockage : 15 m

<p>Hauteur de stockage :</p> <p>5 m pour ceux contenant des liquides inflammables, en rack, 11,68 m pour ceux ne contenant pas de liquides inflammables, en rack.</p> <p>Zone de préparation de commande :</p> <p>4,4 m de large (libre de racks) au niveau des quais de chargement et de déchargement, et à proximité de la cellule C1.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation de cette cellule n'a pas encore débuté aussi ce point sera vérifié lors d'une prochaine visite d'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 12 : Conception des installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Organisation des stockages – Stockage d'aérosols</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces stockages sont éloignés de tout système de chauffage et ne doivent pas être exposés au soleil de façon directe. Ils sont stockés uniquement dans la cellule concernée, dans des racks grillagés. La réception de ces aérosols et leur transfert vers leur cellule de stockage dédiée obéit à une procédure particulière imposant notamment le suivi d'un chemin précis, matérialisé au sol, pour minimiser les risques d'incident et de propagation rapide d'incendie. Ils sont acheminés dans les plus brefs délais lors des chargements et déchargements de camions. Il en est de même lors des préparations de commande.</p> <p>Les zones de manutention et de stockage des aérosols sont maintenues dans un état de propreté strict, aucun carton endommagé d'aérosol ne doit traîner au sol.</p> <p>Les fourches et les chariots de manutention sont conçus pour minimiser les risques de perforation et de formation d'étincelles. Si des palettes d'aérosols sont endommagées, une procédure spécifique est mise en œuvre pour sécuriser les lieux.</p> <p>Les racks de stockage sont protégés par un grillage empêchant la projection à l'extérieur d'aérosols.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cette cellule de stockage n'est pas encore exploitée.</p> <p>Cependant, lors de l'inspection de cette cellule, il n'a pas été vu de système de chauffage et l'ensemble des lanterneaux étaient occultés pour éviter toute exposition au soleil de façon directe.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas constaté de système grillagé sur les racks installés et aucun cheminement n'était matérialisé au sol pour indiquer le chemin à emprunter depuis et vers la zone de réception/envoi. Il conviendra que l'exploitant les mette en place avant l'exploitation de cette cellule. Ce point fera l'objet d'une vérification lors d'une prochaine visite d'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose de voies d'accès engins et d'aires de mise en station des échelles aériennes accessibles en tout temps par une voie de 3 m de large minimum au droit de chaque mur coupe-feu et sur chaque façade. Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• la largeur utile est au minimum de 7 m, la longueur au minimum de 10 m, la pente au maximum de 10 %,</li><li>• elle comporte une matérialisation au sol,</li><li>[...]</li></ul>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, un tour de l'extérieur du site a été effectué et a permis de constater la présence d'une voie de 3 m de large sur l'intégralité du tour du site. Des aires de mise en station des moyens aériens étaient bien matérialisées au sol en plusieurs endroits sur le pourtour du site. Le dimensionnement de celles-ci n'a pas été vérifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Moyen de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Le système d'extinction automatique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le système d'extinction automatique est composé de : [...] deux cuves d'eau de 813 m <sup>3</sup> chacune pour le système d'extinction automatique du bâtiment C, au Sud-Ouest du bâtiment C, une réserve d'eau (bassin) constituée au minimum de 1 000 m <sup>3</sup> d'eau située au Sud-Ouest du site, sur la voie publique, équipée de 3 raccords pour les engins. Le système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler est présent dans toutes les cellules des bâtiments A, B et C et est adapté aux produits présents, auquel sera éventuellement ajouté des additifs adaptés aux produits stockés et notamment adaptés aux liquides inflammables (eau dopée ou mousse) au niveau de la cellule concernée. Ce réseau dispose d'une nappe sous toiture.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du site, les deux cuves d'eau ont été observées ainsi que le bassin de réserve d'eau. Celui-ci dispose bien de 3 raccords pour les engins.  Le système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler a été observé sur l'ensemble du bâtiment C.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Moyen de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poteaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le réseau incendie est protégé contre le gel. Ce réseau maillé comprend au moins : [...] 7 poteaux incendie répartis autour du bâtiment C (dont 5 poteaux de DN 2x100 et 2 poteaux de DN 100 dont l'implantation est diamétralement opposée, munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours). Ceux-ci sont alimentés au moyen de deux surpresseurs (dont un de secours) par une réserve aérienne de 840 m <sup>3</sup> au Sud-ouest du bâtiment C munie d'un manomètre. L'implantation des hydrants est réalisée de sorte que tout point du bâtiment soit à moins de 100 m d'un hydrant et que les hydrants soient espacés de moins de 150 m. Ces poteaux permettent de délivrer 420 m <sup>3</sup> /h sous une pression dynamique de 1 bar sans dépasser 8 bars, [...] Chaque hydrant est en mesure de délivrer un débit minimum de 60 m <sup>3</sup> /h sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. L'accessibilité des poteaux incendie privés est assurée de telle sorte qu'un binôme de sapeurs-pompiers puisse tirer un dévidoir de chacun des poteaux jusqu'à l'entrée des différentes cellules. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 21 mai 2024, l'exploitant a transmis une attestation de conformité des 7 hydrants en fonction des normes NF EN 14339 (février 2006) avec NF EN 14339/CN (décembre 2018) et NF EN 14384 (février 2006) avec NF EN 14384/CN (décembre 2018) , réalisée par la société LAVORI TP datée du 23 février 2024.  Les différents poteaux incendie ont bien été observés durant la visite d'inspection.  En complément, l'exploitant a fourni le procès verbal des essais effectués individuellement et de l'essai simultané effectué sur les poteaux n°2 et 3. Les résultats présentés sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Moyen de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens complémentaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les moyens sont complétés par les moyens suivants ; <ul style="list-style-type: none"><li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, notamment à proximité des dépôts de matières combustibles, des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, et sur les aires extérieures doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,</li></ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>des robinets d'incendie armés en nombre et adaptés aux produits stockés et notamment aux liquides inflammables (eau dopée ou mousse) au niveau de la cellule concernée, et à proximité des issues, disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées, et utilisables en période de gel,</li> <li>des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles, et des réserves d'émulseur de 1 000 L, notamment à proximité de la cellule C1A.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, des extincteurs et RIA en nombre suffisants ont été observées. Ils ont été positionnés de façon adéquate.</p> <p>Par contre, dans les cellules actuellement exploitées, plusieurs de ces équipements étaient obstrués par des palettes.</p> <p>D'autre part, les réserves de sable meuble et sec et les réserves d'émulseur de 1 000 L, n'ont pas encore été mises en place.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des équipements de lutte contre l'incendie sont disponibles.</p> <p>Par ailleurs, il convient qu'il programme dès maintenant la mise en place des réserves de sable meuble et sec et des réserves d'émulseur et qu'il précise à l'inspection des installations classées la date à laquelle ces équipements seront mis en place.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 17 : Moyen de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès SDIS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Deux accès pour le SDIS sont prévus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>à l'entrée principale via l'accès entre les bâtiments A et B,</li> <li>au Sud-Est du bâtiment C via le chemin rural aménagé ; le portail devra pouvoir être ouvert à tout moment.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les accès prévus à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 septembre 2022 ont bien été mis en place par l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



**N° 18 : Moyen de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Attestation réseau privé hydrants
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant devra transmettre au SDIS – service risques industriels et DECI sis à MELUN et au SDIS le plus proche du site, avant la mise en exploitation du bâtiment C, une attestation délivrée par l'installateur des points d'eau faisant apparaître : pour le réseau privé : la conformité des poteaux incendie aux normes NF EN 14339 (février 2006) avec NF EN 14339/CN (décembre 2018) et NF EN 14384 (février 2006) avec NF EN 14384/CN (décembre 2018) , le débit et la pression mesurés individuellement, voire en simultané, sur chaque hydrant doivent être conformes et ne pas être inférieurs à 60 m <sup>3</sup> /h sous 1 bar pour les hydrants DN 100, et 120 m <sup>3</sup> /h sous 1 bar pour les hydrants de DN 2x100, la capacité du réseau à assurer le débit simultané demandé pendant 2h minimum,
<b>Constats :</b>  Par courriel du 21 mai 2024, l'exploitant a transmis une attestation de conformité des hydrants aux normes NF EN 14339 (février 2006) avec NF EN 14339/CN (décembre 2018) et NF EN 14384 (février 2006) avec NF EN 14384/CN (décembre 2018) , réalisée par la société LAVORI TP datée du 23 février 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Organisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2022, article 6.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une surveillance des 3 entrepôts par gardiennage et télésurveillance (avec report des alarmes anti-intrusion, alarmes incendie, alarme du réseau d'extinction automatique, alarmes techniques ...) est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'accès des services de secours en cas d'incendie.  L'alerte des services de secours et de lutte contre l'incendie se fait au moyen d'un téléphone relié au réseau public et accessible en permanence. Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.  Une procédure d'alerte des différentes infrastructures de transport alentours sera rédigée et intégrée au plan de défense incendie de l'établissement ; le numéro d'urgence d'Aéroports de Paris sera intégré dans l'établissement. Une procédure d'alerte de la société DARTY sera également rédigée et mise en place par l'exploitant.

**Constats :**

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a pu vérifier la présence d'un réseau de caméras de surveillance et d'un gardiennage avec un local dédié situé à l'entrée commune aux trois bâtiments.

Le plan de défense incendie n'a pas été fourni et les différentes procédures d'alerte n'ont pas été consultées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre le plan de défense incendie de son installation comportant les différentes procédures d'alerte.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois